

Réformes politiques au Togo  
**LA MAJORITÉ SILENCIEUSE ET LE  
MSF INVITENT LA CLASSE  
POLITIQUE À FAIRE CONFIANCE À LA  
COMMISSION MISE EN PLACE PAR  
LE CHEF DE L'ÉTAT** P.5

**Gerry Taama du NET**  
« Si les réformes ne  
sont pas faites avant la  
présidentielle de 2015,  
le tort va à celui qui  
perd tout, c'est-à-dire  
l'ANC » P.4

Le ministre Gilbert Bawara de  
l'Administration Territoriale  
« L'année 2015  
sera l'année de  
tous les  
espoirs pour  
les Togolais » P.1



N° 424 du 14 janvier 2015 / Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC  
Maison de la presse, casier N° 61  
Directeur de Publication  
Tchaboré Bouraïma  
Contact: 90 04 71 59  
E-mail:  
tchaboremessenger@yahoo.fr  
Imprimerie: Saint-Louis

# LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

**Transition au Burkina Faso**  
**LE TOGO VEUT LA  
RÉUSSITE DU  
PROCESSUS SELON  
ROBERT DUSSEY** P.2

**Marche républicaine à Paris**

**LES DEUX RAISONS QUI  
JUSTIFIENT LA PRÉSENCE  
DU PRÉSIDENT TOGOLAIS**

**AVEUGLÉ PAR L'EXTRÉMISME,  
ERIC DUPUY N'A PLUS LE SENS DE  
LA SOLIDARITÉ HUMAINE**

P.3



Faure Gnassingbé à Paris

Photo Louis Vincent

**Réformes politiques au Togo**

TAIRE DE TOG



Noël Depouk'n, Pdt NJSPF

**LA NJSPF DÉNONCE LE  
COMPORTEMENT ANTI  
RÉPUBLICAIN ET  
PARTISAN DE  
CERTAINS ODDH, ET  
CELUI ANTI  
DÉMOCRATIQUE DE  
L'ANC** P.2

**Echec de la marche des ODDH, de  
l'ANC et de la société civile  
13 JANVIER 2015, TRISTE  
JOURNÉE POUR ZEUS  
AJAVON, GIL BENOÎT  
AFANGBÉDJI, JEAN-PIERRE  
FABRE ET LES AUTRES** P.4

Réformes politiques au Togo

# LA NJSPF DÉNONCE LE COMPORTEMENT ANTI RÉPUBLICAIN ET PARTISAN DE CERTAINS ODDH, ET CELUI ANTI DÉMOCRATIQUE DE L'ANC

La Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure s'est prononcée sur la situation des réformes politiques au Togo. C'est à travers un point de presse que le bureau de l'association a organisé hier mardi 13 janvier 2015 à Lomé. C'est devant les membres de la NJSPF et les médias que Noël DEPOUK'N, président de la NJSPF a qualifié le comportement de certaines organisations de la société civile et ODDH d'anti républicain et partisan. Ces ODDH et organisations de la société civile, selon lui feraient mieux d'éclairer le peuple, plutôt que de soutenir une opposition qui sait déjà qu'elle ne peut remporter les élections aussi transparentes fussent-elles au Togo.

La situation des réformes politiques au Togo est depuis quelques temps dans un flou total. L'ANC campant sur sa position de ne rien toucher à la proposition de loi introduite par une partie de l'opposition à l'assemblée nationale. Une démarche contraire aux termes de l'APG qui demande un consensus autour des réformes à mener et que dénonce aujourd'hui la NJSPF. « L'ANC dans ses manœuvres inavouées soutenues dans ses œuvres par une organisation de la société civile à ses ordres, a fait bloquer les discussions préalables au niveau



Les responsables de la NJSPF

de la commission des lois », peut-on lire dans la déclaration de la NJSPF. Pour cette dernière, le parti de Jean-Pierre Fabre dévoile à travers ce comportement, ses projets anti démocratiques et anti républicains en insistant et exigeant des dispositions constitutionnelles visant l'exclusion de certains togolais, voire, amener en plénière le projet de loi en brulant des étapes comme celle de la commission des lois et celle de la conférence des présidents des commissions. L'association accuse en outre l'ANC et ses alliés de la société civile de réclamer hors délais des révisions constitutionnelles qu'elles auraient dues faire il y a au moins 3 ans.

La NJSPF encourage par ailleurs, le chef de l'Etat dans sa vision pour

l'émergence du Togo et son projet de société qui selon elle, transcende les clivages politiques actuels, et suscite une adhésion populaire de toutes les sensibilités et courants d'opinions ; à continuer sa politique d'apaisement du climat sociopolitique et de redressement économique du pays pour le mieux être des populations togolaises ; poursuivre les vastes chantiers de réformes et de promotion de développement dans les secteurs de croissance économique permettant au Togo d'aligner sa gestion publique sur les normes internationales dans un contexte de lutte contre la pauvreté et l'atteinte des objectifs de la SCAPE d'une part, et du millénaire pour le développement d'autre part.

Pour terminer, l'association salue

l'initiative du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, qui consiste à mettre en place une commission de réflexion pour étudier en profondeur le champ des réformes politiques.

L'on se rappelle que lors de son discours le 31 décembre dernier, Faure Gnassingbé avait annoncé la mise en place dans les meilleurs délais d'une commission pour tabler sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles, en respect du point 8 des recommandations de la CVJR. Moins d'une semaine, il a nommé un responsable de cette commission en la personne d'Awa Nana Daboya, qui auparavant était nommé médiateur de la république.

Tchaboré

## Transition au Burkina Faso LE TOGO VEUT LA RÉUSSITE DU PROCESSUS

Comment se porte la transition au Burkina Faso depuis la chute du régime de Blaise Compaoré le 31 octobre 2014 ? C'est ce que va tenter de savoir le groupe de contact international. Il est à Ouagadougou depuis mardi pour sa réunion inaugurale.

Sont présents, notamment, Mohamed Ibn Chambas, le représentant du secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et Smaïl Chergui, commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA).

Robert Dussey, le ministre togolais des Affaires étrangères, assiste à la réunion.

Lors d'une intervention au début des travaux, M. Dussey a fait de la volonté du président Faure Gnassingbé de voir le gouvernement de transition burkinabé poursuivre son travail afin de parvenir à la réconciliation.

Le président de la transition, Michel Kafando, a quelques mois pour organiser



Robert Dussey, chef de la Diplomatie Togolaise

des élections présidentielles et législatives. Il doit composer avec le Premier ministre, le lieutenant-colonel Isaac Zida.

Une phase très délicate. La communauté africaine et les pays voisins sont soucieux d'accompagner le Burkina au terme de ce processus qui doit s'achever en novembre prochain

Republicoftogo.com

### COMMUNIQUE de JOBE « Tous pour la Révision des Listes Electorales ! »

Afin que tous les togolais en âge de voter prennent part effective au rendez-vous électoral qu'est la présidentielle de 2015 à venir, Journalistes pour l'Observation Electorale et la Bonne Gouvernance (JOBE) invite tous les togolais âgés de 18 ans révolu et plus et qui, pour différentes raisons, n'ont pas de carte d'électeur, à aller se faire enregistrer lors de l'opération de révision des listes électorales qui commence le 20 janvier pour la zone 1.

JOBE voudrait rappeler que c'est un devoir mais aussi un droit pour chaque togolais en âge de voter d'exprimer sa voix dans le choix du président de la République comme des députés ou des représentants locaux.

Pour JOBE, la révision des listes électorales qui commence le 20 janvier prochain est une étape très importante dans la crédibilité du scrutin en vue.

JOBE demande enfin à la Ceni, ainsi qu'aux partis politiques d'accentuer un peu plus la sensibilisation afin de permettre au maximum de togolais de se faire enrôler.

Fait à Lomé, le 13 Janvier 2014

Le Coordonnateur Général,

Joël EGAH

Mobilisation contre l'attaque de Charlie Hebdo et la prise d'otage en France

## LES DEUX RAISONS QUI JUSTIFIENT LA PRÉSENCE DE FAURE GNASSINGBÉ À PARIS

### AVEUGLÉ PAR L'EXTRÉMISME, ERIC DUPUY N'A PLUS LE SENS DE LA SOLIDARITÉ HUMAINE

Le dimanche 11 janvier 2015, le monde entier avait les yeux tournés vers Paris, la Capitale Française, où s'est déroulée une marche républicaine contre le terrorisme et l'extrémisme religieux, marche qui fait suite à l'attaque par des extrémistes musulmans de la rédaction de l'hebdomadaire «Charlie Hebdo», et la prise d'otage dans un super marché par Amédy Coulibaly. Ces deux attaques qui ont fait 17 morts ont indigné toute la communauté internationale qui se devrait d'être aux côtés des victimes, les français. Plus d'1 millions de personnes parmi lesquelles, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays venus des quatre coins du monde. Parmi ces derniers, figurent les chefs d'Etat Africains dont le togolais Faure Gnassingbé. Le président togolais qui avait quelques jours plus tôt, envoyé un message de compassion et de solidarité à son homologue français,



Le Président Faure Gnassingbé à Paris (Photo Louis Vincent)

a voulu marquer de sa présence à cette marche républicaine, comme pour soutenir moralement, un ami en détresse. Un acte que toute personne de bon sens, togolais de surcroit aurait dû faire, étant entendu que, depuis des années, en plus du fait que le pays qui est aujourd'hui touché par ces attaques est aux côtés du Togo dans presque tous les domaines de la vie, mais qu'entre le Togo et la France, existent des liens séculaires que l'histoire raconte.

« J'ai beaucoup hésité avant de me rendre à Paris, deux choses m'ont finalement déterminé : la première, c'est l'extraordinaire mobilisation du peuple français dans plusieurs villes, des mobilisations spontanées, des citoyens,

du petit peuple. Il est évident que tout le monde est touché, ressent la douleur du peuple français. Et pour moi qui ai vécu dans ce pays pendant plus de dix ans, j'ai compris que la France était touchée, qu'il y avait une douleur, qu'il y avait un désir de rester debout face à l'événement. La France est un pays ami. Quand on a un ami, dans les moments douloureux comme ça, il faut être, il faut être à côté. Ça c'est la première raison.

La seconde raison, c'est que c'est un acte terroriste qu'on le veuille ou pas. Et nous sommes dans une région où le terrorisme sévit. Pas de la même manière certes, nous le regrettons parfois que les réactions ne soient pas les mêmes, quand ces

événements se produisent dans nos pays, au Nigeria, au Kenya ou au Mali. Mais je me dis justement, aujourd'hui c'est l'occasion d'être là pour que nos amis occidentaux comprennent aussi que c'est l'affaire de tous quand il s'agit de terrorisme. Si nous reprochons aux Occidentaux de ne pas être à nos côtés quand il y a des attentats, c'est justement l'occasion de venir à leurs côtés pour qu'ils comprennent que c'est le même mal, même s'il prend des visages différents, même s'il prend des formes différentes, que ce soit en Afrique, au Moyen-Orient, ou en Europe. C'est le même mal. Et c'est toute la communauté internationale, ce sont tous les Etats qui doivent se mobiliser pour combattre

le terrorisme. C'est le sens de ma présence ici en France», a laissé entendre Faure Gnassingbé au micro de nos confrères de RFI. Comme pour dire, lorsque la case de ton ami brule, il faudrait l'aider à l'éteindre, au risque de voir le feu se propager à la sienne.

Mais, malheureusement, il y en a au Togo, certains qui ne voient pas les choses de la même façon. Ceux-là comme on pouvait s'y attendre, sont les responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement(ANC), pour qui, la présence de Faure Gnassingbé en France est un scandale. « .... Que Faure Gnassingbé aille manifester pour la liberté de la presse dans un pays étranger est un scandale pour nous», a déclaré Eric Dupuy, le chargé en

communication de l'ANC. Une déclaration qui apparaît, selon plusieurs observateurs, comme « un aveuglement de la part de ce responsable de parti animé d'un extrémisme sans précédent ».

En effet, en Afrique, la solidarité humaine a un sens au sein de la communauté. Des hommes et femmes qui l'ont, sont aussi animés d'une certaine grandeur d'âme. Et seuls ces hommes et femmes peuvent être retenus par Dieu pour être des responsables au sein des sociétés. Tout est dit.

C'est de l'ignominie que de chercher à critiquer la présence du Chef de l'Etat aux côtés d'un peuple qui est en souffrance, pour des raisons très peu convaincantes.

Le terrorisme est un fléau mondial qui appelle à une mobilisation mondiale et coordonnée. Poser un acte comme celui qu'a fait le chef de l'Etat togolais a tout sens pour des hommes qui ont la raison.

De grâce, que le gout poussé du pouvoir ne pousse pas les responsables de l'ANC à perdre tout sens de la morale qui caractérise la société et plus précisément les sociétés africaines. Qu'aurait fait, Eric Dupuy, « chef de l'Etat » ou qu'aurait-il conseillé à son mentor Fabre, « président du Togo » de faire dans une telle situation ? Faisons économie des critiques inutiles qui ne sont que l'apanage des impuissants, ceux qui ne savent pas réfléchir pour proposer quelque chose de potable. Puisqu'en réalité, « Les critiques sont la puissance des impuissants ».

LM

Echec de la marche des ODDH, de l'ANC et de la société civile

## 13 JANVIER 2015, TRISTE JOURNÉE POUR ZEUS AJAVON, GIL BENOÎT AFANGBÉDJI, JEAN-PIERRE FABRE ET LES AUTRES

On pouvait tout attendre de cette marche du 13 janvier 2015, organisée par les ODDH, les organisations de la société civile et appuyée par l'Alliance Nationale pour le Changement de Jean-Pierre Fabre, sauf, ce qu'on n'a vu hier. Tant la mobilisation était tellement faible, que les organisateurs ont dû changer de point de chute pour camoufler leur revers. Au lieu de Immeuble FIATA, la marche d'hier qui a mobilisé peu de monde a plus tôt chuté au marché de Bè. Un véritable camouflet pour Zeus Ajavon, Gil

Benoît Afangbédji, Jean-Pierre Fabre et les autres, qui s'attendaient à une véritable démonstration de force avec dans les rues de Lomé des centaines de milliers de personnes mobilisées. Mais hélas, ils n'ont eu que leurs yeux pour constater leur échec. Et il ne pouvait en être autrement, lorsque le zèle et le mensonge s'emparent des responsables politiques, lorsque des responsables politiques et ceux qui se réclament de la société civile vont de l'exclusion leur leitmotiv. On peut tromper le peuple



Les organisateurs de la marche d'hier

une fois, mais pas le tromper indéfiniment.

Ils sont nombreux ces responsables politiques, médias et d'autres de la société civile qui, depuis

longtemps ont attiré l'attention de Fabre et ses acolytes sur la banalisation qu'ils en font avec les marches, mais ils ont été incompris et traité de tous

les noms d'oiseaux. Aujourd'hui les faits sont là et leur donnent raison.

Avec ce revers, l'on espère que les organisateurs vont tirer la leçon et changer de stratégie. Car, les togolais veulent autre chose que les marches qui en réalité ne sont qu'une perte de temps et qu'un moyen pour une minorité (opposants et société civile) de se faire des sous. L'échec de la marche d'hier traduit bien ce réveil des togolais qui ne sont plus prêts à se laisser faire.

La Rédaction

Gerry Taama, opposant à Faure Gnassingbé et candidat déclaré à la présidentielle de 2015

## « Si les réformes ne sont pas faites avant la présidentielle de 2015, le tort va à celui qui perd tout, c'est-à-dire l'ANC »

L'émission hebdomadaire « Un œil sur l'actualité » de notre confrère de LCF était au rendez-vous le dimanche dernier, avec pour invité Gerry Taama, président national du parti politique Nouvel Engagement Togolais (NET), parti d'opposition. Il était question au cours de cette émission de l'actualité politique au Togo, notamment en ce qui concerne les réformes politiques, la proposition de loi sur les réformes à l'étude à l'assemblée nationale, les relations entre son parti le NET et les autres partis de l'opposition. Pour cet ex officier des FAT, « si les réformes ne sont pas faites avant la présidentielle de 2015, le tort va à l'opposition qui perd tout ». Pour lui, le blocage constaté de nos jours à l'assemblée, est à imputer aussi bien au parti au pouvoir qu' à l'opposition et particulièrement à l'ANC. « Le premier parce que ça l'arrange, le second pour des raisons encore inconnues », a-t-il précisé.

Cependant, a-t-il poursuivi, si les réformes ne sont pas faites, « le tort va à celui qui perd tout, c'est-à-dire à l'ANC ».

Gerry Taama pense que c'est l'erreur de minorité de blocage qui



Gerry Taama

a été commise en 2002 lors des législatives par l'opposition qui se produit encore à la présidentielle de 2015. « Si nous ne faisons pas les réformes, c'est Faure Gnassingbé qui en sort gagnant. Si les réformes ne sont pas faites aujourd'hui, on risque de nous dire en 2020 que le mandat 2015-2020 n'est pas concerné par la limitation de mandat », a-t-il indiqué.

Pour lui, l'opposition n'est pas

aujourd'hui en mesure d'obtenir les réformes par la rue et il lui revient de donner à UNIR ce qu'elle demande pour qu'au moins le nombre de mandats soit limité pour l'avenir.

« Ce qu'il nous faut, c'est les réformes. Si nous pouvons aujourd'hui par d'autres pressions avoir les réformes sans forcément passer par ce que propose UNIR, tant mieux. Mais la question est de

savoir si nous sommes en mesure de contraindre Faure Gnassingbé de faire des réformes si nous ne faisons pas des concessions. C'est impossible, sauf si nous pouvons faire sortir dans les rues un, deux ou trois millions de Togolais, ce qui n'est pas à penser », a-t-il déclaré.

Comme beaucoup d'autres leaders de l'opposition, le président du NET, pense que ce n'est pas Faure Gnassingbé qui est le problème. Il demande à l'opposition de travailler sur le terrain, car, pour lui, même si UNIR présentait un autre candidat autre que Faure Gnassingbé, la probabilité que ce candidat gagne est très forte.

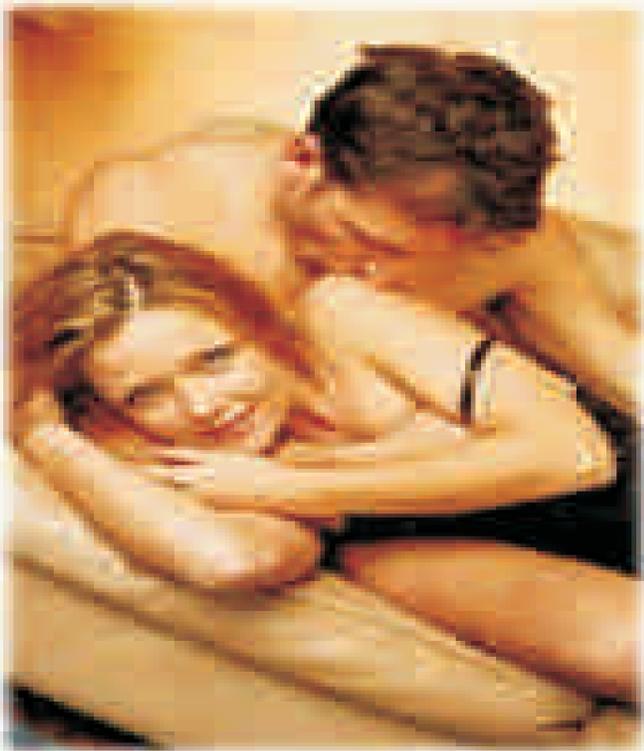
Candidat déclaré à la présidentielle de 2015, Gerry Taama se présente comme solution intermédiaire entre le parti au pouvoir et une opposition en manque d'initiative. Il entend donc faire la politique autrement avec son parti.

Reste désormais à savoir si ces vérités seront entendues par l'ANC qui l'a toujours traité de taupe et de jouer pour le parti au pouvoir. Ce que rejette d'ailleurs catégoriquement Gerry Taama.

LM

## Lu sur le net !

### Le sexe, c'est bon pour la santé !



#### Mieux vaut le plaisir que guérir !

Mais parfois avec l'âge ou le stress, la sexualité connaît des hauts et quelques bas... Après 40 ans, un homme sur trois souffre de troubles de l'érection et n'a donc pas une sexualité épanouie. Au-delà du préjudice sur sa qualité de vie, ce problème peut constituer le signal d'alerte d'une maladie cardiovasculaire sous-jacente, d'un diabète ou d'une dépression 4...

Même quand il n'existe pas d'atteinte cardiovasculaire avérée, la maladie artérielle peut déjà être diffuse. L'artère caverneuse de la verge est une artère vasculaire qui, comme les autres, peut se scléroser. C'est d'ailleurs l'une des artères les plus étroites du corps humain. Une particularité qui la met en première ligne des victimes d'obstruction en cas d'athérosclérose diffuse (notamment en cas d'hypertension, d'hypercholestérolémie, de diabète, de tabagisme...). Ainsi, le risque de maladie cardiovasculaire serait de 25 % à 45 % plus important chez les hommes avec des troubles érectiles (âge moyen 62 ans) comparativement aux hommes sans 5.

Lorsque l'on sait qu'une dysfonction érectile peut être présente depuis au moins 3 ans avant l'apparition des premiers symptômes d'une maladie cardiovasculaire, l'homme qui souffre de pannes sexuelles répétées a tout intérêt à envisager d'effectuer un bilan de santé cardiovasculaire recherchant ces facteurs de risques (antécédent familial, tabagisme actuel, hypertension artérielle, obésité, sédentarité, anomalie du bilan lipidique, anomalie de la glycémie), de surveiller également son hygiène de vie et de pratiquer une activité physique quotidienne.

**David Bême**

## Sur les réformes politiques LA MAJORITÉ SILENCIEUSE ESTIME QUE L'APPEL À MARCHER DE L'OPPOSITION LE 13 JANVIER 2015, EST UNE INCITATION À L'INSURRECTION

Les réformes politiques continuent de susciter beaucoup de polémique dans la classe politique togolaise. Une partie de l'opposition exige qu'elles soient opérées avant les élections présidentielles de 2015. Ce qui n'est pas forcément le cas, pour la majorité silencieuse qui face à la presse ce lundi 12 janvier 2015 à son siège à Lomé, s'est prononcée sur le sujet.

Selon, les responsables de la majorité silencieuse, la démocratie est aussi l'organisation des élections crédibles qui permettent à la population de choisir elle-même ses propres dirigeants.

Et donc, il est loin de faire croire à l'opinion qu'en absence des réformes politiques, le Togo va sombrer dans le chaos après la présidentielle.

La majorité silencieuse, voit en la marche du 13 janvier 2015, par une partie de l'opposition



Les responsables de la Majorité Silencieuse

togolaise et certaines ODDH, une manière pour l'opposition de prendre en otage la population afin de susciter chez cette dernière l'esprit d'insurrection pour détrôner un pouvoir démocratiquement élu.

Pour les responsables de la majorité silencieuse, l'opposition togolaise doit cesser de prétexter de ces réformes pour distraire de l'essentiel qui demeure l'organisation d'une élection transparente. « Zeus Ajavon et tous ceux qui incitent à la violence et poussent les jeunes à l'insurrection doivent savoir que nous sommes dans un pays bien gouverné et qu'ils seront soumis aux

rigueurs de loi au cas échéant », laissent entendre ces responsables.

Ces responsables ont fait savoir que dans un avenir proche, le candidat du parti Unir sera connu et sans surprise, ce candidat, reste l'actuel chef de l'Etat. « Nous nous préparons activement à investir très bientôt notre président, le candidat des candidats, son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé afin qu'il conduise notre pays encore plus loin, vers le progrès », a souligné Talikpeti Victor, porte-parole de la majorité silencieuse.

**Charles Djade.**

## Présidentielle 2015

# MSF DONNE RENDEZ-VOUS À L'OPPOSITION DANS LES URNES

En conférence de presse à son siège, hier mardi 13 janvier à Lomé, le Mouvement Soutien à Faure (MSF), s'est prononcé sur l'actualité sociopolitique du pays. Occasion aussi de faire de grande annonce, celle du choix du prochain candidat du parti Union pour la République (Unir), Faure Gnassingbé.

D'après le MSF, le président sortant, Faure Gnassingbé a, grâce à sa politique fédératrice et inclusive gagné la confiance des togolais au moment où certains partis de l'opposition prédis des lendemains malheureux pour le pays.

« Ils demandent aux jeunes de s'exposer sous la pluie et le soleil en permanence pour marcher, ils les incitent à vandaliser et leur promettent la belle vie lorsqu'ils seront au pouvoir. Et pour bien les maintenir dans le désespoir de l'indigence, ils vont jusqu'à leur interdire de participer à des concours nationaux, au motif qu'ils auront mieux en renversant le régime actuel par l'insurrection. Et certains jeunes togolais continuent de

croire ces fieffés menteurs », a déclaré le président du MSF, Katanga Poro Tchakpala.

Pour lui, la page de la récréation est terminée, et il faut le démarrage des belles choses, celles d'appeler massivement la population à se manifester dans les urnes au moment opportun.

« La page des réformes est dépassée et devait être close. Ce que nous devons faire maintenant c'est de porter notre regard vers comment améliorer les résultats de 2010 pour témoigner aux yeux de tous que le président Faure est l'homme qu'il faut », a-t-il ajouté.

Et pour finir, le MSF a invité la classe politique à faire preuve de retenue car, en cas de dérapage, la loi sera appliquée aux fauteurs de trouble.

Il les a par ailleurs invité à espérer les conclusions de la commission que le président Faure a mis en place pour insuffler une nouvelle dynamique à ces réformes dont ils s'en servent comme un trophée de guerre.

**Charles Djade**

# OTR LA FACTURE NORMALISÉE TVA ET LE TEC-CEDEAO DÉSORMAIS OPÉRATIONNELS

L'Office Togolais des Recettes dans le but d'accroître les recettes de l'Etat, de lutter contre la fraude fiscale et de contrecarrer les opérateurs économiques véreux, vient d'introduire dans les transactions pour cette année 2015, l'utilisation obligatoire de la facture normalisée TVA et du Tarif Extérieur Commun de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (TEC CEDEAO). L'annonce a été faite le lundi 12 janvier dernier à Lomé à la presse.

Devant les médias privés et publics, le commissaire générale, Biakapery Henry et ses commissaires généraux, Adayi Essowana de l'impôt, Kodjo Adedze de la douane Tchodié Kokou des services généraux ont expliqué les biens fondés de ces innovations introduites dans les



Assistance et médias

transactions par l'OTR. Et c'est pour atteindre les objectifs qui lui sont assignées, celles d'agrandir les recettes de l'Etat qu'il y a eu ces mesures.

La facture normalisée TVA est, à en croire le commissaire générale des impôts, Adayi Essowana, une manière pour l'Office Togolais des Recettes de bien collecter les fonds engendrés par la TVA et perçus par les opérateurs économiques sur les produits finis. « Nous avons constatés que les

opérateurs eux-mêmes font leurs propres factures avec une manque de transparence. Et dans notre rôle régalien, celui de lutter contre la fraude, nous venons par cette conférence de presse lancée officiellement l'entrée en vigueur de l'utilisation des factures normalisées produites par l'OTR », a laissé entendre le commissaire des impôts. Par ces factures, payables à la direction de l'OTR, les commissaires attendent être plus regardants dans le prélèvement et le



Les responsables de l'OTR

versement des TVA par les entreprises. A ce point, il importe de rappeler, que désormais seules les entreprises autorisées par l'OTR produiront elles-mêmes ses factures, et là aussi, une condition est faite, celle de poser la vignette fiscale payable à l'OTR.

« L'introduction en ce début d'année 2015, du TEC CEDEAO, voulu par les pouvoirs publics, est une manière de rendre le marché dans l'espace communautaire plus

completif en uniformisant les prix de certains produits pour tous les opérateurs économiques », a pour sa part indiqué le commissaire des douanes, Kodjo Adedze.

L'OTR est une institution mise sur pied par l'Etat pour agrandir ses recettes mais aussi lutter efficacement contre la corruption et la fraude fiscale dans le pays.

Charles Djade.

## 10 000 PERSONNES ONT PRIS PART À LA 1ÈRE ÉDITION DES JPO DE LA PRESSE TOGOLAISE

Du 16 au 20 décembre 2014, ont eu lieu à la Médiathèque Saint Jean et à la Maison de la presse à Lomé, les premières journées portes ouvertes sur la presse togolaise avec pour objectif, promouvoir l'image de marque de la presse, faire découvrir son savoir-faire et le travail journalistique dans toute sa composante et sa diversité.

Face à la presse ce lundi, le Conseil national des patrons de presse (CONAPP), initiateur de l'événement a établi un bilan positif de la première édition des journées portes sur la presse. Une mobilisation de 7 500 000 francs CFA ont permis d'organiser cette première édition qui selon le président du CONAPP, Jean-Paul Agboh Ahouélé, est un succès en terme d'organisations et de participation du public.

« Environ 10 000 personnes se sont déplacées sur le site de l'Agora Senghor soit pour lire les journaux, soit pour participer aux conférences débats », a-t-il indiqué.

C'est également le lieu de dire merci aux différents partenaires qui, par des moyens financiers ou moraux, ont contribué à la

réussite de cet événement qui se veut



Table d'honneur

pérenne dans le temps, a-t-il ajouté. Plusieurs activités ont meublé les cinq (5) jours qu'ont duré les JPO. Il s'agit entre autres des expositions des premiers journaux privés et publics, des émissions en directes sur la TVT et sur les radios privées, des conférences débats.

Un match de football a opposé le dernier jour les journalistes aux Forces armées togolaises (FAT), match qui s'est soldé par un score de deux (2) buts à un (1) en faveur des journalistes.

Source: Afreepress

### AVIS DE DECES

La Convention Baptiste et L'Eglise Baptiste De Tokoin Doumasséssé, -La famille ANOUMOU-AMETITTOVI-ASSIGBEVI, - La famille APOTEVI et veuve ASSIGBEVI ABOBOVI Pauline, - La famille AMOUZOU, - Veuve ASSIGBEVI Akouvi Catherine et ses enfants Akpéné et Kafui,

Ont la douleur de vous annoncer le décès de,



ASSIGBEVI Foli Méthode

Révérend Pasteur de l'Eglise Baptiste de Tokoin Doumasséssé  
Survenu le 31 décembre 2014 au CHU Campus de Lomé dans sa 61ème année

#### PROGRAMME DES OBSEQUES :

**Vendredi 16 janvier 2015**

**18 h 00 :** Veillée de prières et de chants à la place des loisirs de la Convention Baptiste du Togo non loin de la Pharmacie Campus, sur le boulevard de la Kara.

**Samedi 17 janvier 2015**

**7h 00 :** Chapelle ardente

**8h 00 :** Culte d'enterrement à la place des loisirs de la Convention Baptiste du Togo suivi de l'inhumation au cimetière municipal de Bè-Kpota

Les salutations d'usages seront reçues à la même Eglise après l'inhumation

**Dimanche 18 janvier 2015**

**8h 00 :** Culte de remerciement à la place des loisirs de la Convention Baptiste du Togo

**Maison mortuaire :** maison Dr. AMETITTOVI - ASSIGBEVI Folly François, sise au 95 Boulevard de la Kara après les Rails de Blitta (Vers marché de Gbonsimé)

## Le ministre Gilbert Bawara de l'Administration Territoriale « L'année 2015 sera l'année de tous les espoirs pour les Togolais »

Le ministre de l'Administration territoriale, Gilbert Bawara était dimanche à l'émission hebdomadaire, « Plateau de la Semaine », sur la télévision nationale, où il a été convié à se prononcer sur plusieurs sujets dont ceux portant sur l'actualité sociopolitique du Togo. Des réformes politiques, aux activités de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), en passant par des projections sur l'année 2015, aucun sujet n'a été laissé au hasard et le ministre a garanti que tout est fait pour assurer un lendemain meilleur aux Togolais.

A propos des réformes, le ministre a fait constater que le blocage intervenu à l'assemblée n'est qu'une simple manœuvre des initiateurs à l'instar de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) à faire reculer le pays. « Je constate avec amertume que c'est les propres initiateurs du projet de modification ou de la proposition de loi qui bloquent eux-mêmes le processus. Je crois que ces derniers



Gilbert Bawara, Ministre de l'Administration Territoriale

ne veulent pas voir le pays prospérer et veulent qu'on reste sur le même sujet pendant toute une décennie. C'est impossible », a

indiqué Gilbert Bawara.

« Il faut que l'on sort de ces schémas et des calculs politiques qui d'ailleurs ne rassurent », a-t-il

ajouté. Pour lui, l'année 2015 sera l'année de tous les espoirs. « Cette année, les Togolais auront encore la possibilité de redonner confiance à la digne personnalité d'être à la tête du pays. Ils vont choisir en toute quiétude celui qui doit les gouverner. L'année 2015 sera l'année de tous les espoirs pour les Togolais », a martelé le ministre.

Sur les préparatifs desdites élections, le ministre Gilbert Bawara s'est félicité de la rigueur avec laquelle les préparatifs sont conduits actuellement par l'organe régulateur, la CENI. « La CENI fait un travail très remarquable. Et le gouvernement suit de près tout ce qui se passe, c'est la raison pour laquelle, le comité de suivi desdites élections se réunit de temps en temps pour connaître les étapes déjà franchies et celles à venir », a déclaré le ministre qui dit rassurer les togolais que tout se passe bien et qu'à partir du 20 janvier prochain, le recensement pourrait commencer.

La rédaction

## Réformes constitutionnelles et institutionnelles LA POSITION D'UNIR SUITE AU BLOCAGE DES TRAVAUX EN COMMISSION DES LOIS

Après le « Ok », de la Cour constitutionnelle sur la compétence de la commission des lois constitutionnelles de l'Assemblée nationale d'étudier la proposition de loi introduite par certains partis membres de l'opposition parlementaire le 20 novembre dernier, les députés membres de cette commission ont été convoqués pour commencer l'étude de fond en début de semaine. Deux jours après, on annonce un blocage dans les discussions qui a entraîné un arrêt provisoire suspensif des travaux de la commission. A qui la faute ? Face à la presse le jeudi 8 janvier 2015 à son siège à Lomé, le parti présidentiel Union pour la république (Unir) s'est prononcé et a donné sa version des faits.

Pour la majorité parlementaire, (Unir), le blocage constaté au cours des travaux de la commission, est de



Georges Aidam, Premier Vice président de UNIR

l'entière responsabilité du parti Alliance Nationale pour le Changement (ANC), qui après avoir évoqué l'incompétence de la commission des lois

quelques jours plus tôt, veut que le texte soit voté en état sans aucune modification à apportée.

« Pour Unir, il est clair que la responsabilité du blocage

actuel des discussions sur les réformes incombe à l'ANC qui depuis le début a multiplié les obstacles procéduraux, les manœuvres dilatoires, la mauvaise foi, d'abord pour

différer l'étude de la proposition de loi, ensuite pour le blocage de la recherche de consensus », a laissé entendre Christophe Tchao, président du groupe parlementaire Unir.

Pour Christian Trimua, « tout projet de loi ne peut exclure le droit constitutionnel d'amendement aux députés et au gouvernement selon l'article 90 de la constitution ». Et il pense qu'une telle attitude ne montre pas la volonté des initiateurs de la proposition de la voir adoptée.

Pour le parti présidentiel, la proposition de loi relative aux réformes en cours d'examen doit être impersonnelle et ne doit viser une seule personne. Il doit se faire dans l'intérêt général et sur la base d'un large consensus comme le stipule l'APG et autres textes de la CEDEAO.

Charles Djade.

**Ne fermons pas les yeux...!  
LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce  
et de la Promotion du secteur informel

